

7^e SÉRIE. 1^{er} VOL. — N^o 6.

31^e ANNÉE. - Décembre 1925.



La Coopération des idées

ORGANE BIMESTRIEL DE LA RÉACTION DU BON SENS,
SEUL VRAIMENT INDÉPENDANT DES COTERIES,
DES PARTIS, DES POUVOIRS, DE L'ARGENT,
ET MÊME DES LECTEURS ET ABONNÉS.

RÉDIGÉ PAR GEORGES DEHERME

SOMMAIRE :

Le Péril or.

La Monnaie fiscale. (II).

Anthologie de la Bêtise.

Les Livres qui font penser.

Ce Numéro de 32 pages : 1 fr.

ADMINISTRATION & RÉDACTION :
Georges DEHERME, à Aups (Var)

ABONNEMENTS

Les numéros de *la Coopération des idées* auront le nombre des pages et la périodicité que nécessiteront les circonstances. Le prix de l'abonnement est donc fixé au volume qui sera de 320 pages au moins : soit **10 francs** pour la France et **15 francs** pour l'Étranger.

Le régime matérialiste de la prétendue propriété littéraire a généralisé la simonie, la prostitution de l'esprit. En asservissant l'intelligence à l'argent et au nombre, ce régime a été un des facteurs de notre anarchie mentale et morale.

Nous proposant surtout la régénération des opinions et des mœurs, nous ne reconnaissons pas les « droits d'auteurs ». Nous autorisons donc, sans conditions, nous sollicitons même la reproduction de tout ce que publiera *la Coopération des idées*.

Un numéro spécimen est envoyé à toute personne qui en fait directement la demande ou dont l'adresse nous est transmise. C'est nous aider efficacement que de nous envoyer des listes d'adresses.

Pour tout ce qui concerne LA COOPÉRATION DES IDÉES, écrire à M. Georges DEHERME, à Aups (Var).

La Coopération des idées

LE PÉRIL OR

Sus à l'impérialisme de la Bêtise-Dollar !

International ou national, le parlementarisme ne change pas de nature. Son aliment, son atmosphère, ce sont les intrigues, les trafics, les corruptions, — la félonie. Au vrai, il est devenu surtout un alibi. Et cela seul explique l'inlassable entrain de nos gouvernants à convoquer des conférences et des congrès.

C'est un jeu terrible — à tout coup l'on perd — pour la France. Car chaque partie, inéluctablement, est marquée par un *moins* à son actif et un *plus* à son passif.

Ces politiciens et ces administrateurs qui livrent leur patrie s'en aperçoivent-ils ? Veulent-ils cela ? Je ne puis croire à un tel excès de stupidité ni à tant de perversité. L'hypothèse la plus simple et la moins antipathique est qu'ils sont liés par quelque chaîne secrète solidement rivée et qu'ils marchent au sifflet. Quant un pays ne se gouverne plus, c'est-à-dire quand il est gravement démocratisé, c'est l'étranger qui le mène.

On sait comment l'Allemagne, ayant engagé ses espions dans l'engrenage de la trahison, les bridait ensuite bien plus par la menace que par l'appât du lucre. J'imagine que les maîtres de l'heure font agir

ainsi, par des procédés analogues, leurs commis, — nos soi-disant dirigeants.

On amorce avec des participations financières, des coups de bourse préparés, des places dans les conseils d'administration des grandes affaires, et l'on continue par la cravache : Ici, Caillaux !... Couche-toi, Briand ! ... Fais le beau, Barthou !...

Pour subjuguier les peuples, la cavalerie de Saint-Georges est beaucoup plus efficace que la Grande Armée de Napoléon. En vérité, le « pacifisme » triomphe.

* *

Déjà, l'Occident est conquis. La France elle-même, malgré sa prodigieuse victoire, semble accepter la sujétion.

Au cours d'un voyage, sur un paquebot, j'entendis une dame anglaise reprocher aux Français, non d'être tous décorés, de redemander du pain, de se nourrir de grenouilles et d'ignorer la géographie, mais d'être gourmands et trop intellectuels ou logiciens. C'était là, assurait-elle, deux graves défauts. Peut-être pensait-elle simplement que ce que nous mangeons n'est plus à prendre et que la lucidité des dupes est parfois gênante pour les dupeurs. Il est remarquable que les Anglo-Saxons, en général, détestent la logique. Ce n'est pas seulement que leur intellect y brille médiocrement, c'est surtout que la raison est peu sensible aux raisons d'or du *Foreign-Office*.

La gourmandise est l'intelligence du corps comme l'intelligence est la gourmandise de l'esprit. Ce sont les signes d'une civilisation affinée. Hélas ! nous paraissions en voie de nous corriger de ces « défauts ».

L'Orient résistera-t-il mieux ? — Que peut-il, sinon opposer son inertie, sa torpeur et les confuses rêveries de sa métaphysique dissolvante ? Sans action sur les énergies tumultueuses de la matière, il énerve et atrophie toute spiritualité. Il est négatif.

Pas d'illusion. Si nous ne nous reprenons pas, la Bêtise-Dollar va régner. Nous irons à la démocratie intégrale, politique et sociale. Seules compteront alors la quantité du poids de métal ou du nombre, la force brute. Finis les plaisirs d'esprit, les délices de la table, la saveur des choses, les nuances, les délicatesses de la qualité, l'intelligence, l'ironie, la grâce, le charme de vivre... Ce sera vilain, dur, bestial, sombre, inhumain. Nous ne serons plus que les pantins, bien habillés mais épileptiques et crétins, d'un film cinématographique à la manière des *Mystères de New-York*. La Bible ordonnera notre sociologie ; les fakirs, notre philosophie ; l'hygiène et les sports, notre morale ; et le dollar, notre foi.

*
*

Après l'atroce entretuerie, l'Europe est revenue aussitôt à ses vieux errements, et ceux-là même qui provoquèrent la catastrophe. Ce fut l'in vraisemblable qui advint. Ainsi, les financiers s'attendaient à une réforme monétaire générale qui en eût fini avec l'absurde et pernicieuse suzeraineté de l'or. Le désarroi qui suivit l'épouvantable séisme politique, les dévastations, l'effort de reconstruction et de relèvement qui s'imposait, tout y inclinait.

Malheureusement, l'ignorance du grand public, les préjugés, les intérêts ont opposé leur formidable coalition. La démagogie conservatrice, non moins nocive que la démagogie radicale, est intervenue. C'est pour complaire aux classes moyennes qu'on a proclamé l'intangibilité de l'étalon or, et ainsi que la France fut assujettie à l'impérialisme du dollar. « Avec la distribution existante de l'or du monde, a fait remarquer l'économiste anglais John Meynard Keynes, la restauration de l'étalon or signifie, inévitablement, que nous livrons le contrôle de nos prix et la tenue de notre crédit au Federal Reserve Board des États-Unis. »

*
**

Dans *le Gaulois*, récemment, M. Pierre Plessis nous avertissait qu'« on liquide la France ».

« Le change aidant, notre terre, nos bois, nos sources, nos richesses passent en des mains étrangères. C'est la curée !... la curée à coups de dollars. La complaisance des pouvoirs publics envers les menées bolchévistes a brisé la confiance morale ; les difficultés de la vie, les exigences de la main d'œuvre, la loi de huit heures entravent les entreprises audacieuses ; les impôts, l'offensive contre l'économie, les souscriptions aux emprunts ont réduit les possibilités de toutes les fortunes !... C'est la corde au cou : il faut vendre ou manquer de pain !... Et sous la plus douce lumière du monde, dans le plus heureux climat que puissent connaître les hommes, la liquidation de nos sillons, de nos vergers, de nos grèves et de nos montagnes se poursuit devant le verbiage impuissant des triomphateurs de la quatrième république qui portent une cocarde rouge. »

Mais s'ils la portaient tricolore ou blanche, leur verbiage n'en serait pas moins nocif.

M. Pierre Plessis écrit encore :

« Des monuments du « Souvenir » se trouvent aujourd'hui placés sur des collines de chez nous achetées depuis par des Allemands !

« Il est entre Toulon et Cannes des lotissements refusés à des Français, mais consentis à d'autres à des conditions particulièrement cyniques. Un homme politique était intervenu tout simplement (belle commission)... En Corse, l'Italie prépare une offensive d'achats considérables, la côte du Touquet est anglaise, celle de Hendaye à Bordeaux est espagnole et brésilienne, la Riviera est à tout le monde sauf à nous : les Allemands sous des masques divers achètent beaucoup dans le nord, dans les Vosges, en Auvergne et sur la Loire ; en Loir-et-Cher ils coupent nos forêts ! »

Bien vu. Bien dit. Mais que faire ? On ne saurait attendre du littérateur qu'est M. Pierre Plessis, fondateur au surplus du cocasse club des Habits noirs, qu'il indique une solution positive. Il parle d'« établir pour les acheteurs étrangers un impôt correspondant à la différence du change ». Tout impôt appelle la fraude. Et, en l'occurrence, combien celle-ci serait facile ! D'ailleurs la différence du change pourrait être évaluée pour le présent, mais non pour l'avenir. Alors ?

Ce n'est pas cela. Ce qu'il faut, c'est de démonétiser l'or, autrement dire le dollar. L'indépendance nationale est liée à l'indépendance monétaire. Si nous ne nous affranchissons pas de l'absurde superstition de l'étalon or, trop élastique d'ailleurs pour être vraiment un étalon, acceptons-en les

conséquences inéluctables et ne troublons plus, par des jérémiades sans dignité et sans efficace, l'agonie de la France.

*
**

Qui tient la monnaie tient le commerce, l'industrie, la liberté, la vie des nations. Cela dessillera-t-il les yeux ? La grotesque superstition de l'or l'emportera-t-elle sur le sentiment de la dignité, de l'indépendance, de la vitalité nationales ? Par misonéisme, pour une grossière fiction, allons-nous accepter ce honteux esclavage ?

Dé tout temps, les accapareurs de denrées ont été considérés et, à l'occasion, traités comme des criminels.

Que dire des accapareurs de monnaie ? Ils sont bien plus malfaisants. Présentement, les Américains, par leur chantage monétaire, perturbent toute l'économie mondiale. Ils préparent ainsi un cataclysme qui, au surplus, ne sera pas pour eux aussi avantageux que la dernière guerre.

Les États-Unis ont détruit l'équilibre économique, très instable comme tout équilibre de sottises, du système monétaire métallique.

On nous apprend qu'ils prétendent « taxer le monde avec leur or et leurs produits : pétrole, métaux, cotons, etc. », et qu'ils ouvrent « dans l'Amérique du sud des exploitations formidables ».

Qu'est-ce à dire ? L'or ? — L'Europe n'en a pas besoin. Les produits ? — Elle ne les peut payer avec l'or qu'elle n'a pas et dont les États-Unis regorgent. Avec d'autres produits ? — Les États-Unis surabondent de matières premières et pres-

crivent des droits de douane prohibitifs sur les objets manufacturés.

« La surproduction les accable. De 1920 à 1924, le gouvernement est obligé d'avancer 500 millions de dollars aux agriculteurs qui ne peuvent plus vendre. » La moitié de la population (54 millions) s'entasse dans les villes, la surproduction atteint, en 1921, 250 millions de dollars pour les matières alimentaires, 750 millions pour les objets fabriqués, *on doit brûler 60 o/o de la récolte de coton*, il y a deux millions de chômeurs.

Peuvent-ils croire vraiment qu'ils s'assureront ainsi l'hégémonie de la planète. Qu'en feraient-ils ? L'autorité qu'il y faut ne s'acquiert que par le dévouement, le désintéressement et l'idée rayonnante. Or ces mercantis incultes n'ont ni tradition, ni idéal. Leur puissance même leur serait fatale. Ils suivraient leur pente qui est évidemment la barbarie. Ils rétrograderaient. Ils ne peuvent s'élever qu'en s'inspirant docilement d'une civilisation dont les racines plongent dans la profondeur des siècles.

L'excuse de leur arrogante infatuation, c'est que les peuples qui leur sont supérieurs, aveuglés par l'insane fétichisme de l'or, acceptent bénévolement leur domination. Et aussi qu'ils ne savent pas ce qu'ils font.

Le délire mégalomane des rentiers de la guerre va contraindre les nations européennes à vivre sur elles-mêmes, de leur propre production, de leur crédit et des principes de civilisation que l'or, la démocratie et le matérialisme n'ont pas encore oblitérés.

*
**

Car il n'y a qu'à renverser l'idole. Rien n'est plus facile. Simple affaire de volonté et de bon sens appliqué.

La garantie de l'indépendance, pour chaque nation, est de rester maîtresse de son moyen d'échange, condition essentielle pour rester maîtresse de son économie et de sa politique.

Démonétisons l'or ! C'est une marchandise dont nous n'avons qu'un besoin très restreint et dont le prix est surfait par le préjugé qu'il est le seul signe monétaire qui convienne. Boycottons l'or ! Interdisons-en l'importation comme nous interdisons les stupéfiants toxiques : l'opium, la cocaïne, etc. Car, surtout dans la situation présente, l'or est un stupéfiant toxique léthifère pour l'économie nationale.

D'abord, par le fait même que nous refuserons cette marchandise, elle sera offerte. Son prix baissera. Nos dettes, en dollars et en livres, diminueront d'autant. Certes, toute l'industrie du monopole monétaire, presque exclusivement anglo-saxonne, banques, mines d'or, etc., souffrira quelque dommage ; mais le commerce et le travail français, stimulés par une monnaie positive abondante, redeviendront prospères.

C'est l'heure. La question des dettes, l'humiliant débat de Washington sont un avertissement. Toute l'absurdité du mythe vient d'apparaître en pleine lumière.

Établissons enfin une monnaie positive, en rapport avec l'état économique présent. Ce sera

nous affranchir de l'exploitation ploutocratique et de l'avalissant impérialisme du dollar.

Et comme tout est lié dans le social, une telle réforme aura des répercussions bienfaisantes infinies. En politique et même en morale.

*
* *

Noblesse et victoire obligent. C'est à la France qu'il appartient de prendre l'initiative de cette réaction salutaire de l'Europe contre l'impérialisme abject.

C'est chez elle, d'ailleurs, que l'opération peut s'effectuer le plus aisément ; car elle se suffit à elle-même, son sol peut nourrir ses habitants.

La monnaie-crédit libérera le travail humain de ses sangsues et de ses entraves. Elle empêchera un peuple nombreux, plus inconscient peut-être que criminel, de détraquer tout l'ordre politique et économique de l'humanité.

On ne saurait trop le répéter : Rien ne manifeste mieux l'extravagante absurdité du système de la monnaie raréfiée, de la monnaie-marchandise que le cas des États-Unis, créanciers et dominateurs du monde par l'accaparement de l'or. Comme ils en détiennent plus de la moitié du stock existant actuellement, par le simple jeu automatique de l'usure, bientôt ils posséderont tout.

La France victorieuse consentira-t-elle à subir cette dégradante et mortelle vassalité ? S'astreindra-t-elle à payer le tribut qu'il est question de lui imposer ? S'immolera-t-elle lâchement au Baal burlesque de l'étalon or, du franc dollar, du franc de la servitude ?

Je ne le puis croire. Il n'est pas de superstition qui résiste à l'instinct de vivre et de se développer. Chaque fois que l'existence nationale a été en jeu, malgré tous les préjugés et les intérêts particuliers, la vérité politique et économique s'est imposée : on a eu recours à la dictature et à la monnaie-crédit.

Maintenant, il est vrai, la démocratie a terriblement empiré, et la politicaille est d'autant plus redoutable qu'elle est soutenue par tout ce qui conspire contre le relèvement libérateur universel de la France ; mais la politicaille, ça se balaye.

Ne désespérons donc pas. Et sus à la Bêtise-Dollar !...

G. D.

LA MONNAIE FISCALE

II

PRÉCISIONS. — PRINCIPES DE BASE. RÉPONSE AUX OBJECTIONS.

Les préjugés sont tenaces. Surtout lorsqu'ils s'enracinent dans l'ignorance des masses et qu'ils s'étayent sur les intérêts immédiats des profiteurs qui ont usurpé les pouvoirs politiques et économiques.

Les abus, les monopoles, les privilèges injustifiés sont toujours plus énergiquement défendus par ceux qui en bénéficient que combattus par ceux qui en pâtissent.

Aussi n'est-il pas inutile de rappeler ici quelques notions essentielles. Il n'y a là rien de personnel. Je me borne à résumer, parfois en reproduisant textuellement (1), les conclusions auxquelles sont arrivés les économistes qui, depuis quelque trente ans, se sont particulièrement attachés à l'étude de la valeur et de la question monétaire.

1. Notamment de la substantielle étude critique des conceptions d'ARTHUR KITSON, MAC LEOD, M. FLURSCHEIM, ERNEST SOLVAY, etc., par le positiviste HECTOR DENIS : *La transformation du système monétaire, La coopération comme fondement de la réforme monétaire, Les théories de la valeur et les conceptions du système monétaire*, etc.

Voir aussi l'ouvrage, qui vient de paraître, de M. ALBERT DESPAUX : *Principe de dynamique monétaire*.

La valeur, d'utilité ou d'échange, n'exprime que des relations, des rapports entre deux marchandises échangées. Il n'y a donc pas de valeur absolue, en soi. Le terme de « valeur intrinsèque » ne correspond à rien de positif. C'est une nuée métaphysique. Toute valeur est extrinsèque et ne peut être constituée que par quelque chose d'extérieur.

On voit déjà combien il est peu rationnel de vouloir établir un étalon invariable, une mesure matérielle et objective de la valeur. Les relations d'échange, les rapports de valeurs ne peuvent être désignés que par des chiffres.

Aucune marchandise ne peut être étalon ou mesure de la valeur. Une conception vraiment scientifique de la monnaie rejettera donc tout substratum matériel.

L'échange, au moment même ou il s'effectue, est le seul mètre de la valeur. Sans échange, il n'est point de valeur. Dans le désert, les trésors de Golconde ne valent pas un verre d'eau. Seul le pouvoir d'achat se peut mesurer.

Or, aucune matière, aucun métal ne sont homogènes avec ce qu'il faut mesurer. De plus, leurs prix varient. Rien qu'au cours de ce siècle, le prix de l'or a considérablement varié. Il n'accomplit la fonction monétaire que grâce à l'appoint de plus en plus prépondérant du crédit qui, pour les neuf dixièmes, supplée à son insuffisance.

*
**

La monnaie positive est tout abstraite. Elle n'est donc pas une marchandise sujette, comme toutes les marchandises, aux fluctuations de cours et susceptible d'être accaparée et monopolisée. Elle doit être abondante et invariable pour exprimer exactement les relations d'échanges et mesurer les pouvoirs d'achat.

Ce ne peut être qu'un chiffre, un titre. La vraie monnaie positive, c'est le crédit.

L'usage de la monnaie métallique, qui ne remonte pas à plus de trois mille ans, est une transition entre le troc barbare et le système monétaire qu'exigent les transactions complexes de la civilisation. Il est temps d'y renoncer définitivement, ne serait-ce que pour apprendre à l'oncle Sam que l'intelligence française n'est pas sans ressources.

La monnaie métallique, c'est encore du troc, de la barbarie. Une marchandise est la fin de l'échange ; la monnaie est le moyen. La monnaie-marchandise fait prendre le moyen pour la fin. Que de troubles, que de maux découlent de cette erreur qui fait consister la richesse dans l'argent, qui fait de l'argent le but de toute activité !

Sans parler de la perte considérable qu'est pour l'humanité le travail consacré à l'extraction d'un métal quasi inutile, il convient de signaler les funestes conséquences d'une monnaie-marchandise rare et chère, qui se monopolise et même s'accapare. Ce sont l'exploitation du travail, le malthusisme de la production et de la natalité, le parasitisme des classes moyennes, l'usure, l'avarice, les paniques financières, les crises, etc... Au demeurant, la royauté de l'or se fonde sur le paupérisme, la disette, la dépopulation, les guerres d'enfer parce que d'affaires, l'anarchie sociale...

Encore une fois, une marchandise quelconque ne peut accomplir convenablement la fonction monétaire. La monnaie est le dénominateur commun des valeurs qui ne peuvent être exprimées qu'en chiffres. Un dénominateur n'existe que pour qualifier le numérateur. Une marchandise, au contraire, a une existence propre, et ne saurait, en conséquence, remplir le rôle de dénominateur commun des valeurs. La tentation est irrésistible et constante de l'amasser. Or la meilleure

monnaie est celle qui ne s'attarde pas dans les coffres et circule le plus aisément.

L'activité économique dépendant de la facilité et de la rapidité des échanges, la monnaie doit être abondante. Une monnaie lente et restreinte comporte d'abord une productivité lente et restreinte, — la misère chronique.

* *

Le papier est parfaitement approprié aux usages monétaires. Réunissant tous les avantages des métaux précieux, il n'a aucun de leurs inconvénients. Durable, portatif, il échappe au frai et aux fluctuations. Il ne redevient pas une simple marchandise, il ne se thésaurise ni ne s'exporte en temps de crise, au moment même où la disette de monnaie est le plus désastreuse ! C'est pourquoi enfin, aux heures tragiques, bon gré mal gré, les peuples ont recours à la vraie solution : l'émission de papier-monnaie.

La monnaie positive est un papier sur lequel s'inscrit le crédit que confère la cession d'un produit quelconque. C'est un pouvoir d'achat général. Le prix est donc déterminé par le pouvoir d'achat spécial des marchandises exprimé en termes de pouvoir d'achat général.

Rien ne s'oppose à ce que le « franc » reste l'unité monétaire. Mais il ne représentera plus aucun poids d'argent, d'or ou de marchandise particulière. Son crédit sera figuré par tous les produits offerts sur le marché. Ainsi, il n'aura plus à subir les fluctuations des changes. Chaque marchandise aura une base fixe. La baisse ou l'élévation générale des prix deviendra impossible. Le franc, dès lors, restera invariable. Unité de pouvoir d'achat, il se bornera à exprimer en chiffres les rapports d'échange ou de valeur de toutes les marchandises.

La cause efficiente de « la vie chère » est l'usage

vicieux d'un dénominateur variable des valeurs comme l'or ou toute autre monnaie-marchandise. Avec un dénominateur commun des valeurs, un intermédiaire invariable comme le sera la monnaie-crédit, les prix sont exactement fixés et régularisés. Plus de spéculation, plus de thésaurisation.

Surtout, si l'on fiscalise cette monnaie. Elle aura, qu'on me permette cette expression académique, le feu de l'impôt au derrière.

..

Quel aiguillon pour l'activité ! Plus de lésine qui tienne, plus de petite épargne gaspilleuse et dégradante, partant plus de gogos à duper pour la flibuste financière. Plus d'argent oisif, plus de capital passif. Plus d'usure. Il faudra placer son avoir dans les entreprises productives ou dépenser. Plus de classe moyenne. D'une part, la grande masse de la nation formée par le prolétariat producteur, obtenant ainsi tout le bien-être réel en rapport avec son effort de travail, sa discipline et sa sagesse ; de l'autre, un patriciat, très réduit en nombre mais très puissant, administrant avec compétence et sans la gabegie qu'entraîne nécessairement la dispersion, un capital extrêmement concentré.

Ainsi, plus de lutte de classe. La valeur sociale d'un homme ne sera pas appréciée d'après la quantité d'argent qu'il détient. Autre élément d'ordre : l'abolition des impôts. Car les contributions directes ou indirectes, avec le système électif et parlementaire surtout, est un ferment de guerre sociale. Individuellement, par catégorie, par classe, chacun cherche à faire peser toute la charge sur les autres. La « justice fiscale », c'est l'hypocrisie de l'envie et de la fraude.

La monnaie-crédit fiscale sera donc, essentiellement, une monnaie sociocratique. Elle exprimera le crédit que

tous les membres de la société française se feront à eux-mêmes. L'extension de la confiance est le signe de l'ordre. Et c'est toujours de l'ordre que dépend le vrai progrès.

La confiance renaîtra et s'épanouira pleinement avec l'extinction des dettes vampires, la réduction du parasitisme rentier, mercantile, politicien et sinécuriste, la stabilité des prix, l'abondance et le bon marché de la production déchargée des prélèvements de toutes sortes : impôts, usure, agio, qui l'écrasent, l'enrayent et la déséquilibrent. Créant des valeurs réelles, l'agriculture gagnera en extension ce que perdra l'industrie qui, parce qu'elle produit surtout des valeurs fictives d'argent, s'est monstrueusement développée.

* *

Je passe aux objections. Jusqu'ici, celles qui ont été émises ne tiennent pas, car elles sont basées sur le stupide préjugé de l'or. Les pages qui précèdent les ont réfutées. Qu'on en juge.

Voici les principales.

* *

« Votre système se peut concevoir pour les opérations d'échange et de commerce entre Français ; il peut encore se concevoir pour les opérations commerciales entre Français et étrangers dans le cas où la balance du commerce est favorable à la France, c'est-à-dire dans le cas où les exportations de la France sont supérieures aux importations, c'est-à-dire où la France a plus à recevoir qu'à payer ; ou n'a pas plus à payer qu'à recevoir ; mais dans le cas contraire ?... »

« Si les importations dépassent les exportations, si les dettes de la France à l'étranger dépassent de beaucoup le montant des exportations françaises, si la France a plus à payer qu'à recevoir, comment, dans ce cas-là, la France effectuerait-elle ses paiements à l'étranger, puisque ses marchandises exportées seraient insuffisantes à régler le compte ? »

« En résumé, la grosse question me paraît être la question de la dette extérieure, et je ne comprends pas, je ne vois pas comment votre conception peut arriver à la résoudre.

« Vous répondez peut-être qu'une très forte inflation développerait énormément l'industrie et donnerait lieu à de très grosses exportations; c'est vrai, mais il faudrait s'attendre alors à des mesures de défense et à des lois protectionnistes de la part des États étrangers; c'est d'ailleurs ce que font en ce moment les États-Unis contre l'Europe : ils ont adopté des tarifs presque prohibitifs. »

Mes correspondants oublient ce vieil axiome d'économie politique que j'ai déjà rappelé : les produits s'échangent contre des produits. Ceux qu'on a en excédent contre ceux qui font défaut. La vente ne constitue que la moitié de l'opération. Celle-ci ne se termine que par l'achat. Comme la monnaie-crédit, la monnaie-marchandise n'est qu'un médium.

Le but du commerce n'est pas l'argent, comme a pu le croire jadis l'école mercantile ; mais l'échange complet : produit contre produit.

La marchandise or n'a qu'une utilité très restreinte. Elle n'est recherchée que parce qu'une convention tacite universelle lui a dévolu le monopole monétaire. Si cette convention a pu avoir sa raison d'être, elle ne l'a plus ; elle est devenue désastreuse.

Rien n'oblige un pays libre à acheter une marchandise dont il n'a que faire, non plus qu'à vendre une marchandise dont il est démuné.

En réalité, les importations sont naturellement à peu près égales aux exportations. Survienne un déséquilibre accidentel, la nécessité, à défaut d'une administration prévoyante, contraint rudement à y pourvoir.

Si, parce que nous ne pourrions donner de l'or en échange, un produit indispensable comme le pétrole ou le coton menaçait de manquer, ce serait gênant, certes ; mais ce ne serait pas un motif suffisant pour aliéner l'indépendance nationale.

Or, présentement, avec les boucaniers yankees, c'est de cela qu'il s'agit.

D'abord se maintenir contre la barbarie matérialiste.

Il reste, au surplus, que le génie inventif serait stimulé et ne tarderait pas à y suppléer de quelque manière. Quand le Blocus continental empêcha l'importation du sucre colonial, on trouva aussitôt les procédés industriels pour extraire la saccharose de la betterave dont Napoléon encouragea la culture. Le progrès naît des difficultés et des nécessités. Ensuite, il reste acquis.

Au surplus, une telle supposition est d'autant plus inadmissible qu'en démonétisant l'or on discréditera définitivement ce funeste métal. Dès lors, soyons assurés que les accapareurs même, loin de le rechercher, ne demanderont qu'à s'en débarrasser à tout prix.

Ainsi donc, pour le commerce extérieur, ce sont toutes les marchandises qui seront appelées à faire fonction de monnaie. En attendant l'universalisation de la monnaie-crédit, l'amétallisme libérateur du travail et de l'échange qui exigera une civilisation plus perfectionnée, on s'en tiendra au troc, simplifié, facilité par les virements de comptes, par des « notes ». Il sera facile d'organiser un office international de compensations.

*
* *

On redoute le retrait ou l'évasion des espèces métalliques. D'aucuns considèrent que ce serait l'abomination de la désolation.

Mais n'est-ce point déjà un fait accompli? Et c'est, précisément, ce qui manifeste la supériorité de la monnaie-crédit sur la monnaie-marchandise.

Un produit quelconque sera toujours un intermédiaire d'échange défectueux, parce que variable, limité et parfois défaillant. Il est en effet de loi que la mon-

naie à bon marché, propre à sa fonction d'intermédiaire, chasse la monnaie chère, vicieuse.

C'est ainsi qu'il faut interpréter la loi de Gresham, qui fut d'ailleurs formulée avant Thomas Gresham par Copernic, Oresme et même Aristophane (1). Il faut donc dire exactement : la bonne monnaie chasse la mauvaise.

*
**

Quelques correspondants nous parlent de la dette politique extérieure.

Évidemment, la monnaie fiscale ne se propose point de résoudre ce problème épineux. Mais elle en facilite considérablement la solution par le fait qu'elle réduit cette dette en déprimant, par la démonétisation de l'or et de l'argent, les cours des métaux précieux.

Alors, un gouvernement national ne donnera plus à la France cette piteuse figure de suppliante et de vaincue implorant la mansuétude et la générosité de la mercante anglo-américaine. Il montrera fièrement la face de la victoire qui fait la France créancière et non débitrice.

Ceux qui ont failli à leur signature du traité de Versailles, les banqueroutiers de la guerre, ce sont les États-Unis. Et pour le reste, il n'y a qu'à lier le paiement de cette prétendue dette à l'exécution du plan Dawes qui fut imposé par les Anglo-Américains à nos misérables représentants.

*
**

Il y a enfin les objections que nul n'ose formuler. Et celles-là sont irréductibles.

Les impôts compliqués sont un puissant moyen de pression électorale. Et un prolétariat famélique et

(1) Soyons indulgents pour ces chers Anglais quand ils ne s'emparent que des idées : ils en ont si peu !

abrutis, une classe moyenne parasitaire et envieuse sont la clientèle nécessaire des partis de gauche ou de droite,

En bref, au vrai, ce qui s'oppose le plus énergiquement à l'établissement d'une monnaie fiscale, à base scientifique, c'est qu'elle mettrait fin aussitôt au monopole de la haute banque, à l'agio, à l'usure; qu'elle tendrait à détruire tous les parasitismes; qu'elle rendrait impossible la démocratie qui ne s'anime que par le fanatisme persécuteur, la corruption, la guerre civile et la démagogie.

Il est évident que l'horreur de l'ordre est général, chacun imaginant qu'à la faveur de l'anarchie il pourra recevoir plus qu'il ne donne, être ou paraître plus qu'il n'est.

Or la monnaie-crédit fiscale réglerait automatiquement les charges sur les bénéfices, les devoirs sur les pouvoirs, la consommation sur la production, et instituerait ainsi, définitivement, l'ordre économique. Aussi n'y a-t-il pas à compter sur la démonstration ni sur la persuasion pour la faire adopter; mais sur l'implacable Nécessité.

G. D.

ANTHOLOGIE DE LA BÊTISE

LA COMPÉTENCE DES MAMAMOUCHIS

M. Jean-Montigny, député, écrivait récemment dans *l'Information*: « J'ai souvenir, il y a dix-sept ans, d'avoir entendu René Quinton prophétiser les raids aériens de Paris aux Indes, le survol des Océans ; on souriait de ses divagations avec la commisération bienveillante accordée aux exaltés inoffensifs. Cherchons à comprendre notre époque et n'imitons pas M. Thiers qui avait condamné sans appel les chemins de fer, notamment par ce considérant définitif que les tunnels provoqueraient d'effroyables épidémies de rhumes de cerveau. »

Pour M. Thiers, ce n'est pas exact.

Il est vrai que M. Thiers, comme le rapporte M. Thureau-Dangin dans son *Histoire de la monarchie de Juillet*, « s'était montré, dès l'origine, peu favorable aux chemins de fer ; il haussait dédaigneusement les épaules quand on parlait de leur immense avenir... Sans doute, en 1835, un voyage à Liverpool et la vue des locomotives en marche l'obligèrent à reconnaître, de plus ou moins bonne grâce, que « les chemins de fer « présentaient quelques avantages pour le transport des « voyageurs », mais il se hâta d'ajouter que « l'usage « en était limité au service de quelques lignes fort courtes et aboutissant à de grandes villes comme Paris ». L'année suivante, alors qu'il était ministre, voulant établir dans une discussion sur les droits de douane qu'on n'aurait jamais besoin de grandes quantités de

rails, il avait dit à la tribune : « Si l'on venait m'assurer « qu'on fera, en France, cinq lieux de chemin de fer « par année, je me tiendrais fort heureux. »

Mais l'argument saugrenu que rappelle M. Jean-Montigny fut formulé par l'illustre savant D.-François Arago, député démocrate, académicien, en 1836, à propos du chemin de fer de Versailles. Il déclarait que les voyageurs qui auraient la témérité de s'engager dans le tunnel de Saint-Cloud en sortiraient, à tout le moins, avec des fluxions de poitrine. Plus tard, en 1838, rapporteur de la commission des chemins de fer, il contestait l'importance que l'on attribuait aux chemins de fer sous le rapport du transit ; il exprimait des doutes sur leur valeur stratégique et prévoyait que « le transport en wagons efféminerait les soldats, en leur faisant perdre l'habitude des grandes marches ».

Thiers est devenu Briand ou Caillaux ; Arago, Painlevé ou Borel. Ce n'est pas mieux, certes. Au contraire. Ahuris, hautes compétences, mamamouchis chamarrés consentent volontiers à bouleverser les institutions fondamentales, les notions morales essentielles, ce qui doit demeurer ; mais, pour le matériel, ils sont, d'instinct, les adversaires acharnés de toute modification qui serait susceptible de subvertir les situations usurpées.

Aussi, pour la monnaie-crédit fiscale, qui est à la monnaie-or ce que les chemins de fer, l'automobile et l'avion sont à l'ancienne patache de nos aïeux, en sera-t-il tout de même.

L'opposition sera plus acharnée encore. D'abord, parce que les ahuris d'aujourd'hui sont beaucoup plus ahuris que ceux de 1840 ; ensuite, parce que les intérêts qui sont liés au maintien de l'or tabou sont bien plus puissants. Aussi, avant que la sage réforme monétaire soit réalisée, plusieurs phases sont-elles à envisager : 1° Le silence ; 2° la blague ; 3° la discussion sérieuse, avec des objections dans le genre de celles que

faisaient aux chemins de fer les Thiers et les Arago ;
4° enfin, la nécessité, plus ou moins cruelle, qui imposera le bon sens.

La Bêtise — qui doit son omnipotence universelle à la démocratie — est certainement le pire fléau de l'humanité.

LE DIVORCE ET L'IMBÉCILLITÉ AUX ÉTATS-UNIS

En 1923, aux États-Unis, il y a eu 150.000 jugements de divorce. Comme le plus haut chiffre atteint précédemment ne dépassait pas 70.000, — encore qu'il ne s'agît pas de dollars ni de tables tournantes, — l'opinion publique parut s'émouvoir, et les journalistes consultèrent quelques personnages à compétence supposée.

L'un d'eux, le célèbre Dr William J. Hickson, le plus réputé des psychiatres américains, indiqua ainsi les trois principales causes de cette grave maladie sociale :
1° Faiblesse d'esprit ; 2° *dementia præcox* ; 3° Faiblesse d'esprit + *dementia præcox*.

A tout le moins, le Dr William J. Hickson ne se fait pas d'illusion sur la valeur mentale et morale de ses compatriotes.

POUR N'OBÉIR QU'À LA BÊTISE-DOLLAR

Les journaux publient ceci :

« L'Église épiscopale des États-Unis propose au prochain Synode de rayer désormais, dans la liturgie du mariage, le mot « obéir » pour la femme. »

Mais pourquoi conserver l'apparence de l'institution du mariage ? Pourquoi des institutions ? Pourquoi une société ? Le dieu Dollar ne suffit-il pas à tout ? — A la joie de vivre, au bon sens, à l'esprit.

Les Français deviendront pareils à ces déshumanisés s'ils ne renoncent pas le culte de l'argyrolâtrie, s'ils ne

résistent pas à l'emprise de la Bêtise, s'ils ne réagissent pas énergiquement contre la démocratie.

LA MODE DE CET HIVER

M. Paul Poiret — dont le nom est tout un programme — s'est épanché dans le sein de M^{me} Huguette Garnier, rédactrice à *Excelsior*.

Le Zeus de la couture a daigné laisser tomber de ses lèvres olympiennes, ces paroles décisives, pieusement recueillies :

« Je suis incapable de vous dire quelle est la mode nouvelle : je ne la vois pas. Nous sommes enfermés, comme dans une cage, dans les idées étroites et pauvres des nombreuses maisons qui ne créent pas. La mode subit une crise de paralysie qui est bien grave et sera, si elle se prolonge, grosse de conséquences. C'est la médiocrité de la classe dirigeante actuelle qui fait qu'on n'ose plus risquer de nouveautés. Les novateurs sont guettés par la tyrannie et par la sottise — il faut mettre une pédale sourde à sa fantaisie. Chaque fois qu'on va faire quelque chose de nouveau, on se prend la main, on se ramène soi-même dans les chemins battus, de peur de choquer quelqu'un. Ici, je fais de grandes belles robes que personne n'achète et des trotteurs de quatre sous qui s'enlèvent comme des petits pains d'un sou. A combien ces quatre sous ? Quinze cents francs ! »

Beau sujet de méditation, — après la guerre du Droit, la paix par le Droit, en attendant la banqueroute et le petit pain d'un sou à quinze cents francs.

La bonne aventure, ô gué !...

LES IMMUABLES

Dans une lettre que publient les journaux, M. Claude Farrère, bon citoyen patriote, fustige comme il sied le bas politicien démagogue qu'est M. Ed. Herriot. Bravo ! Mais comment M. Claude Farrère peut-il énoncer froidement cette énormité de réunion électorale :

« Je n'ai jamais changé d'opinion de ma vie. »

Quoi? Le temps, les événements, les méditations n'ont pas modifié ses sentiments; la guerre a passé sans l'enseigner, il est inébranlable, impassible, insensible à toute expérience? — Sottise!

Pascal dit : « Ainsi se vont les opinions succédant du pour au contre, selon qu'on a de lumière. » Serait-ce donc que M. Claude Farrère n'a pas plus de lumière à cinquante ans qu'à vingt? Ce ne serait pas à son éloge.

LE MIRACLE DE L'OPTIMISME ORATOIRE

Titre d'article cueilli dans *le Matin* du 9 septembre :

L'OPTIMISME COMMUNICATIF.

Grâce au discours de M. Painlevé la S. D. N. a repris confiance en elle-même.

Comment! ce super-pouvoir en était là? Mais si l'éloquence assez médiocre, paraît-il, du mathématicien oscillant ont pu le relever, il est à présumer qu'une contre-éloquence plus certaine l'abattra à l'occasion. Et ces hauts et ces bas seront sans doute toujours en rapport avec le jeu des plus forts.

La S. D. N. n'est qu'une machine de la ploutocratie mondiale.

G. D.

LES LIVRES QUI FONT PENSER

Mysticisme juridique et mysticisme social, par Pierre LACROIX, un vol. in-8°, de 120 p., 6 fr. (Librairie Éd. Privat, Toulouse).

Ce n'est pas avec trois mots — « romantisme-naturisme », « mysticisme », « impérialisme », — fût-ce en leur donnant un sens quasi universel, qu'on fonde une philosophie. Il n'en saurait résulter qu'un faux système d'une lamentable pauvreté.

Les idées claires s'expriment par des termes précis.

Voici la définition de Littré :

MYSTICISME. — Croyance religieuse ou philosophique qui admet des communications secrètes entre l'homme et la divinité.

Cela ne signifie pas la métaphysique individualiste, l'abus des abstractions idéologiques, l'excès de subjectivisme, la démocratie, etc.

« Le *mysticisme* juridique ne se confond pas, écrit l'auteur, comme on pourrait être tenté de le croire, avec le *mysticisme* social. Sans doute, dans des sociétés aussi juridiquement organisées que les nôtres, le *mysticisme* social trouve souvent son expression dans cette disposition impérative qu'est la Loi. Mais la Loi, de par son caractère obligatoire, a consacré au fur et à mesure qu'elles se réalisèrent, toutes les « conquêtes » de l'individualisme émotif du XIX^e siècle, dont l'inspiration ne cesse cependant pas de relever du *mysticisme* social. Notre législation de la famille, si imprudemment *mystique*, n'est au vrai qu'une transposition dans les cadres juridiques du *mysticisme* social triomphant. Il en est de même de cette rousseauisation si accusée dont notre législation

criminelle nous offre l'exemple. Des institutions aussi profondément émotives que le jury d'assises; des courants doctrinaux aussi entraînants que ceux prônant l'individualisation de la peine, sont des manifestations de *mysticisme social* qui ont eu des répercussions intenses — et parfois heureuses — dans le domaine juridique, mais qui n'en demeurent pas moins à base de *mysticisme social*. »

Parlant du droit international de la démocratie, d'après un livre d'un Américain, M. Jackson Ralston, l'auteur critique judicieusement le pacifisme démocratique et sa « confiance trop irrationnelle dans le pouvoir souverain du texte de loi et de la volonté humaine qui a engendré ce texte ».

Il ajoute :

« Le jurisme n'a pas une fonction créatrice à remplir comme peut l'avoir, dans une mesure à délimiter soigneusement, la sociologie. Le jurisme répudie par nature toute émotivité, féconde ou périlleuse. C'est bien son but et son mécanisme que semble perdre de vue la mentalité moderne. Il est une technique : on veut en faire une religion. Sa fonction sociale implique la discipline du *texte*, formule raisonnable par définition quand elle est ce qu'elle doit être, une cristallisation de l'expérience humaine : on prétend substituer à cette expérience génitrice une crise névropathique, un « état de vision » où les constructions fumeuses de notre psychisme inférieur débridé chercheront à s'imposer d'autorité à l'ordre des choses. »

De la deuxième partie, traitant du « mysticisme social », il convient de citer ceci : « L'être sous ses formes les plus heureusement évoluées, l'être moral, l'être juste, l'être libre est en fonction de l'ordre social qui a permis par ses bienfaisantes tutelles et par les disciplines qu'il a imposées l'épanouissement du moral, du juste et du libre. Tous les faux prêtres qui mènent de nos jours grand bruit autour du *primat* moral sont de lamentables dupes d'un perfectionnement social dont ils ne peuvent découvrir le sens. Ils ne saisissent pas toute la tragique relativité de la vie morale. Ils ne comprennent pas ou feignent de ne pas comprendre que le geste moral de demain est dans une large mesure conditionné par le geste politique d'aujourd'hui. »

Évidemment, M. Pierre Lacroix a de fortes tendances positivistes. Il est fâcheux qu'il ait la préoccupation de leur donner l'apparence d'une conception originale au moyen du galimatias seilliérien.

G. D.

Le Syndicat des Églises et la Synthèse des religions, d'après Leibnitz et saint Thomas, ou le Front planétaire des croyants, par Jean IZOLET, vol. in-16, de 182 p., 3 fr. 50 (aux bureaux de la revue *Foi et vie*).

L'auteur pose bien la question capitale de l'heure présente. Il reconnaît que les « sept anarchies planétaires » s'aggravent dangereusement. Il n'aperçoit qu'un remède : la reconstitution du pouvoir spirituel ruiné par la Réformation.

Comme on le voit, jusque-là, M. Jean Izoulet n'a eu qu'à suivre Auguste Comte. C'est la meilleure partie de sa pensée. La plus claire.

Malheureusement, il a découvert un sociologue-prophète anglais, M. Benchara Branford, qui, dans un livre intitulé *Janus et Vesta*, présente une solution, à tout le moins extravagante, et donc qui n'a rien de positiviste ni de positif.

« La solution proposée par M. Branford, nous dit M. Izoulet, se résume donc en quatre mots :

« a) Une *Fédération des mille Universités* de la Terre ;

« b) Au sommet de cette fédération, une *suprême Université mondiale*.

« c) Cette Université suprême installée au *carrefour des trois continents* de l'Ancien Monde, dans une île ou une ville extra-territorialisée ;

« d) Cette Université enfin, confiée à *Israël*, c'est-à-dire à une race physiologiquement et psychologiquement mixte, et, par suite, naturellement *médiatrice* entre l'Orient et l'Occident.

« Telle est l'organisation du *nouveau Pouvoir Spirituel* conçu par M. Branford, pour parer à la *carence de l'ancien Pouvoir Spirituel*, à savoir le *Pontificat romain*, qu'il considère comme irrévocablement déchu, et qu'il propose donc de remplacer par la *Fédération des Universités du Globe*, sur l'initiative du « Peuple élu ».

Encore qu'il soit un des officiants du laboratoire d'anarchie qu'est l'Université, M. Jean Izoulet ne peut pas ne pas constater l'insuffisance de la proposition de M. Branford. Il désire d'y apporter, comme il dit, « un immense complément ».

Inspiré sans doute par le projet de Ligue religieuse d'Auguste Comte : la coalition défensive « de tous ceux qui ont une religion contre les barbares qui n'en ont pas », l'auteur voudrait que, les « fils de la Bible » faisant bloc d'une part et les païens faisant bloc d'autre part, toutes les Églises s'unissent en vue de créer, en coopération avec les « mille Universités de la Terre », le nouveau pouvoir spirituel.

En épigraphe, sur la couverture même de son livre, l'auteur prend soin de nous avertir qu'il n'y a pas de chaos à l'intérieur de sa pensée. Une précaution aussi insolite dénote quelque inquiétude à ce sujet. Et ce n'est pas sans raison. Il y a un grand désordre dans le cerveau de ce professeur au Collège de France, il y en a d'ailleurs dans son style, il y en a même dans la typographie qu'il adopte.

Un pouvoir spirituel effectif exige un sacerdoce qui l'exerce. Un sacerdoce n'a de puissance que par l'unité de méthode, sinon l'unité de pensée. Or, M. Izoulet n'envisage que les religions métaphysiques et théologiques, qui, nécessairement absolues, et donc opposées absolument, ne sauraient prétendre au vrai catholicisme, c'est-à-dire à l'universalité, comme l'histoire en témoigne. Seule une religion positive, aux dogmes toujours démontrables et surtout aux principes essentiellement relativistes, pourra élaborer l'unification de l'humanité. Et c'est précisément cette religion positive que l'auteur semble vouloir ignorer.

Un vague éclectisme ne rendra pas la vie à ce qui meurt. Il travaillera pour le scepticisme négateur. En tout cas, il affaiblira plutôt qu'il ne revigorera les diverses et antagoniques puissances spirituelles éparses dans le monde.

Il est vrai que M. Izoulet nous promet, lui aussi, sa Révélation, « une révolution métaphysique ». Ce sera une nouvelle conception de Dieu et de l'âme, une synthèse des religions. Pas moins.

Ce n'est pas ce qui fait défaut à notre temps. C'est même de la multitude croissante de ces conceptions que l'anarchie

destructrice est faite et par quoi elle s'alimente. C'est parce que chacun prétend à être maître, prophète et pontife qu'il n'y a plus de direction.

En résumé, M. Jean Izoulet voit nettement le péril qui menace la civilisation occidentale. Il en discerne bien la nature. Il pressent qu'on ne l'évitera que par la restauration d'une spiritualité effective. Il ne lui reste qu'à se rendre compte que tout ce qu'il y a à dire là-dessus, avec la solution positive, est donné dans le *Système de politique positive*. Simple-
ment.

G. D.

Le Maroc de demain, par PAUL MARTY, un vol. in-16 de 316 p., 10 fr. (Publication du Comité de l'Afrique française).

Le Maroc de demain ? — Un journal hyperdémocrate nous avertit qu'il n'y aura pas de demain. C'est aujourd'hui que la politicaille veut manger : « Le maréchal Lyautey fut l'homme d'une époque. Ce n'est plus l'homme d'aujourd'hui », tel est le titre de l'article de M. Henri Guernut. Entendons, ce n'est plus l'heure du constructeur, de l'organisateur, du chef, c'est l'heure du maître d'hôtel.

Déjà, ose écrire ce Guernut, Lyautey « avait dû nous céder quelque peu ; à notre façon, nous l'avions grignoté ». Ce que « les démocrates attendent du successeur de Lyautey », du copain, c'est l'application des « droits de l'homme et du citoyen » à la franche lippée, à la curée.

Ancien directeur du collège Moulay Idris de Fès, M. Paul Marty fut un des précieux collaborateurs du Maréchal. Il est de ces fonctionnaires singuliers — qu'on ne rencontre qu'au Maroc — qui se passionnent pour leur tâche et qui ne redoutent point les « affaires ». Car le génial organisateur leur disait : « Je veux que, de toute façon, vous agissiez : Gaffez — pas trop — cela vous instruira ; mais faites quelque chose. Ce que je n'admets pas, c'est l'abstention et l'inertie. »

C'est ainsi qu'une société barbare, cruelle, en pleine décomposition, fut pacifiée, relevée, mise sur les voies d'une civili-

sation à sa mesure et dans ses possibilités. Vraiment, on pouvait entrevoir alors l'épanouissement du « Maroc de demain », fils spirituel de la France.

Mais, hélas ! il y avait la démocratie, les imbéciles, les bolchévistes, les « salopards » de la métropole, et le « miracle marocain » restera stérile, l'œuvre magnifique sera ruinée avant que d'être achevée...

Le livre de M. Paul Marty, bien documenté, est fort instructif.

Il nous montre la profonde décadence de l'intellectualité musulmane dans une monographie de la vieille université de Qaraouyne qui, pourtant, rivalisa au moyen âge, pour les sciences et la philosophie, avec celle de Grenade.

Le Protectorat a fondé le collège musulman Moulay Idris et institué l'enseignement primaire professionnel des indigènes à Fès. Les résultats ne se sont pas fait attendre. Ce fut un renouveau que l'auteur signale en nous parlant de « la nouvelle jeunesse intellectuelle du Maroc » et de « la société de Fès ».

Certes, ce n'était là qu'une étape. Ce qui restait à accomplir était immense. C'était de nous associer, en dehors de l'islam inadaptable, les Berbères fétichistes ou musulmans d'étiquette et par commodité. Mais cette action décisive était amorcée par « la politique berbère du Protectorat », de plus en plus accentuée.

Déjà, dans les montagnes, s'ouvraient les écoles franco-berbères. Il y a quelques mois, je visitai celles d'Azrou et de Khenifra qui venaient d'être inaugurées : Instituteurs, officiers, fonctionnaires civils se préparaient avec entrain à conquérir, par le cœur et l'esprit, cette race turbulente, et farouche.

L'intéressant ouvrage de M. Paul Marty est à lire et à conserver. Ce sera un témoin à consulter.

G. D.

La Morale des affaires. Contre le bénéfice exagéré, par A. ARNOU, un vol. in-16 de 62 p., 3 fr. 75. (Éditions Spes).

La première partie de l'ouvrage résume et classe — en cette

matière abondante et touffue — la législation ainsi que les jurisprudences successives de guerre et d'après-guerre : en particulier, l'auteur ordonne les arguments principaux des discussions répétées de la Chambre et du Sénat sur le délit de bénéfice exagéré; et il dégage la philosophie de ces disputes passionnées.

Dans la deuxième partie, M. Arnou constate d'abord ce fait économique : la propension au monopole éliminant la libre concurrence. Comment fixer les prix légitimes des monopoles? Comment réprimer les bénéfices exagérés? Mais où commence le délit? Il est de tout petits prélèvements qui sont nocifs, et il est de gros bénéfices qui sont productifs et constituent d'heureux stimulants à la prévoyance économique. Comme l'a montré Proudhon, il y a une spéculation qui est avantageuse à l'économie sociale. Nous sommes dans le relatif.

L'auteur cite cette judicieuse observation de saint Thomas : « La loi ne peut interdire tous les péchés à cause de l'imperfection des hommes. »

Le pouvoir spirituel seul peut intervenir efficacement.

« Si les contractants en appellent à l'État pour arrêter ou punir des prétentions exagérées, conclut l'auteur, ils doivent, pour fixer cette règle des profits légitimes, recourir à une autre autorité : la conscience. Et ainsi, chassée par les moqueries hautaines de nombre d'économistes, sortie par la porte basse, la vieille et bonne morale rentre victorieuse. A sa suite elle ramènera la dignité, l'honneur du commerce probe : « Pourquoi ces suspicions contre telles et telles professions? » demandait déjà Platon. C'est parce que la plupart des « hommes, au lieu de se contenter d'un gain modeste, aspirent à des profits sans mesure ». « La convoitise du lucre, » affirmait saint Thomas, ignore la limite et tend à l'infini. »

G. D.

Cette publication est un recueil de notes critiques, d'aperçus immédiats, d'impressions, d'avertissements, en bref l'affirmation d'une pensée vivante qui n'a plus à se chercher. Les documents, les études, la méthode et la doctrine qui ont formé, systématisé le simple bon sens que nous appliquons ici sont exposés dans les **Œuvres complètes d'Auguste Comte, Pierre Laffitte et Georges Deherme**. (Librairie Émile Blanchard, 10, rue de la Sorbonne, Paris).

Le Positivisme intégral. Foi, morale, politique, d'après les dernières conceptions d'A. Comte, par ALFRED DUBUISSON. Un volume in-8° carré de VIII-352 pages 6 fr. (G. Crès, éditeur, 116, boulevard Saint-Germain, Paris).

PRINCIPAUX OUVRAGES DE GEORGES DEHERME

- L'Afrique occidentale française.** Action politique. — Action économique. — Action sociale. (Ouvrage couronné par l'Académie française et par la Société antiesclavagiste de France). — Un vol. in-8, 528 pages, 1908. (Bloud, éditeur)... 6 fr. »
- Auguste Comte et son œuvre : Le Positivisme.** Un vol. in-16, 128 pages, avec deux portraits hors texte, 1909. (Groupe Auguste-Comte)..... 2 fr. 50
- La Crise sociale.** Un vol. in-16, 380 pages, 1910, 3^e édition. (Bloud, éditeur)..... 6 fr. »
- Croître ou disparaître.** La loi de Malthus. — La surpopulation. — Le néo-malthusisme. — La dépopulation française. — Ses facteurs. — Les expédients. — La solution positive. 1 vol. in-16, 270 pages, 1910. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Les Classes moyennes.** Étude sur le parasitisme social. Un vol. in-16, 320 pages, 1912. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Le Pouvoir social des femmes.** Un vol. in-16, 280 pages, 1914. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Penser pour agir.** Un vol. in-18 Jésus de xvi-318 pages, 4^e éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur)..... 7 fr. 50
- L'Argent et la richesse.** Un vol. in-18 Jésus de viii-266 pages, 3^e éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur)..... 7 fr. 50
- Le Nombre et l'Opinion publique.** Un vol. in-18 Jésus de xv-260 pages, 4^e éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur). . . 7 fr. 50
- Aux Jeunes Gens. Un maître : Auguste Comte. Une direction : le positivisme.** Un vol. in-18 Jésus de iv-150 pages, 1921. (Librairie Ém. Blanchard)..... 5 fr. »
- Le Positivisme dans l'action.** Un vol. in-16 de 460 pages, 1923. (Librairie Ém. Blanchard)..... 10 fr. »
- Pensées et Préceptes d'Auguste Comte.** Un vol. in-18 de xiv-268 pages, 5^e éd., 1924. (Bernard Grasset, éditeur)... 7 fr. 50